

PREMIÈRE PARTIE

SÉANCES PUBLIQUES

PART I.

PUBLIC SITTINGS.

COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE

ONZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

PREMIÈRE
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le lundi 28 juin 1926, à 15 h. 30,
sous la présidence de M. Huber, Président.*¹

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
WEISS, *Vice-Président*,

Lord FINLAY,

MM. NYHOLM,

MOORE,

DE BUSTAMANTE,

ALTAMIRA,

ODA,

ANZILOTTI,

PESSÔA,

} *Juges,*

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

Le PRÉSIDENT déclare l'audience ouverte et invite le Greffier à mentionner l'affaire inscrite au rôle de la présente session ordinaire.

Le GREFFIER déclare que le rôle porte l'avis consultatif demandé par le Conseil de la Société des Nations en vertu de sa Résolution du 17 mars 1926 sur la question suivante :

« L'Organisation internationale du Travail a-t-elle compétence pour élaborer et proposer une réglementation qui, pour assurer la protection de certains travailleurs salariés, vise en même temps et accessoirement le même travail personnel du patron ? »

Le PRÉSIDENT rappelle que la Requête pour avis a fait l'objet des communications et notifications prévues au Règlement. Elle a, en outre, conformément à l'article 13 du Règlement, été communiquée aux organisations suivantes comme susceptibles

¹ Onzième séance de la Cour.

PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE

ELEVENTH (ORDINARY) SESSION

FIRST
PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Monday, June 28th, 1926, at 3.30 p.m.,
the President, M. Huber, presiding.¹*

Present :

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
WEISS, *Vice-President*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

} *Judges*,

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court*.

The PRESIDENT declared the Court open and called on the Registrar to state the question on the list of the present ordinary session.

The REGISTRAR stated that the list included the advisory opinion asked for by the Council of the League of Nations under its Resolution of March 17th, 1926, on the following question :

“Is it within the competence of the International Labour Organization to draw up and to propose labour legislation which, in order to protect certain classes of workers, also regulates incidentally the same work when performed by the employer himself ?”

The PRESIDENT said that the request for an opinion had formed the subject of the communications and notifications provided for in the Rules of Court. It had also, in accordance with Article 13 of the Rules, been communicated to the following organizations as being

¹ Eleventh meeting of the Court.

de fournir des renseignements sur la question dont il s'agit :

Organisation internationale du Travail ;
 Organisation internationale des Employeurs industriels ;
 Fédération syndicale internationale ;
 Confédération internationale des Syndicats chrétiens. :

A la suite de ces communications, ces organisations ont fait parvenir à la Cour certains documents écrits et elles ont, en outre, demandé à être autorisées à présenter à la Cour des renseignements oraux. La Cour a décidé de donner suite à cette demande et a fixé à cet effet la présente audience.

Le Président fait observer, à ce propos, que, conformément au désir exprimé par l'Organisation internationale du Travail, sur l'initiative de laquelle la Requête pour avis a été introduite, le Conseil de la Société des Nations avait demandé à la Cour de s'occuper de l'affaire au début de la présente session ordinaire. La Cour était toute disposée à se conformer à ce désir ; mais il ne lui a pas été possible de le faire, toutes les organisations intéressées, y compris l'Organisation internationale du Travail, ayant demandé que les audiences n'eussent lieu qu'à partir du 28 juin.

L'Organisation internationale du Travail a annoncé qu'elle se ferait représenter à l'audience par M. Albert Thomas, Directeur du Bureau international du Travail, dont le Président constate la présence. Sont également présents MM. Phelan et Morellet, chefs de la Division diplomatique et du Service juridique, respectivement, du Bureau international du Travail, et désignés pour assister le Directeur du Bureau.

Le Président constate que l'Organisation internationale des Employeurs industriels a fait savoir à la Cour que ses représentants seront M^e Eugène Borel, de Genève, et M^e Lecocq, de Bruxelles, secrétaire général de l'Organisation, également présents devant la Cour.

En ce qui concerne la Confédération internationale des Syndicats chrétiens, elle a chargé son secrétaire général, M. Serrarens, d'Utrecht, de fournir à la Cour des renseignements oraux.

Le Président constate la présence de M. Serrarens et rappelle que, pour la Fédération syndicale internationale, cette organisation a annoncé qu'elle se ferait représenter par M^e Mendels, d'Amsterdam, également présent devant la Cour.

likely to be able to furnish information on the question before the Court :

International Labour Organization,
 International Organization of Industrial Employers,
 International Federation of Trades Unions,
 International Confederation of Christian Trades Unions.

Following upon these communications, these organizations had sent to the Court certain written documents, and they had also asked to be allowed to submit to the Court oral information. The Court had decided to grant this request and had fixed the present hearing for that purpose.

The President pointed out in this connection that, in accordance with the desire expressed by the International Labour Office, at the instance of which the request for advisory opinion had been made, the Council of the League of Nations had asked the Court to deal with the question at the beginning of the present ordinary session. The Court had been quite ready to conform to this wish, but it had not been possible for it to do so, as all the organizations concerned, including the International Labour Organization, had asked that the hearings should not take place before June 28th.

The International Labour Organization had announced that it would be represented at the hearing by M. Albert Thomas, Director of the International Labour Office, whose presence in Court the President noted. MM. Phelan and Morellet, heads of the Diplomatic Division and Legal Service respectively of the International Labour Office, were also present, and had been appointed to assist the Director.

The President stated that the International Organization of Industrial Employers had informed the Court that its representatives would be M^e Eugène Borel, of Geneva, and M^e Lecocq, of Brussels, the Secretary-General of the Organization, who were also present in Court.

In regard to the International Confederation of Christian Trades Unions, that Organization had instructed its Secretary-General, M. Serrarens, of Utrecht, to furnish the Court with all information.

The President noted that M. Serrarens was present and stated that as for the International Federation of Trades Unions, that Organization had announced that it would be represented by M^e Mendels, of Amsterdam, who was also present in Court.

Le Président rappelle que la Fédération syndicale internationale avait encore suggéré à la Cour l'utilité d'entendre certains experts en matière d'industrie boulangère ; à ce sujet, la Cour a décidé que la Fédération pouvait présenter les experts qu'elle avait désignés, mais que la Cour ne se prononcerait qu'après avoir entendu les représentants des organisations intéressées sur le point de savoir si elle entendrait également ces experts. Sous cette réserve, la Cour, appliquant par analogie l'article 46 de son Règlement, a décidé que les organisations intéressées présenteraient leurs explications dans l'ordre suivant :

- Organisation internationale des Employeurs industriels ;
- Fédération syndicale internationale ;
- Confédération internationale des Syndicats chrétiens ;
- Bureau international du Travail.

Le Président, avant de donner la parole aux représentants des organisations intéressées, attire leur attention sur la nature de la question soumise, qui constitue une question de droit, présentée à la Cour en vue d'un avis consultatif ; dans ces conditions, ils n'auront pas à indiquer la conclusion à laquelle la Cour devrait, selon eux, arriver.

Le Président donne la parole aux représentants de l'Organisation internationale des Employeurs industriels.

M^o LECOQ fait une brève déclaration (annexe 1¹).

M. le professeur BOREL procède ensuite à l'exposé reproduit ci-après (annexe 2²).

Le PRÉSIDENT invite M^o Mendels, représentant la Fédération syndicale internationale, à prendre la parole.

M^o MENDELS procède à la première partie de son exposé³, dont la suite est renvoyée à l'audience du lendemain.

Prochaine audience de la Cour.

La prochaine audience de la Cour est fixée au mardi 29 juin à 10 heures.

L'audience est levée à 18 h. 10.

Le Président de la Cour :

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

¹ Voir deuxième Partie, n^o 1, p. 17.

² " " " " 2, " 19.

³ " " " " 3, " 35.

The President recalled that the International Federation of Trades Unions had also suggested to the Court the advisability of hearing certain experts in the baking industry ; in regard to this point the Court had decided that the Federation might produce the experts which it had selected, but that the Court would only decide after hearing the representatives of the organizations concerned, whether it would hear these experts. With this reservation, the Court, applying by analogy Article 46 of its Rules, had decided that the organizations concerned should submit their statements in the following order :

- International Organization of Industrial Employers ;
- International Federation of Trades Unions ;
- International Confederation of Christian Trades Unions ;
- International Labour Organization.

The President, before calling on the representatives of the organizations concerned, drew their attention to the nature of the question submitted, which was a question of law submitted to the Court for an advisory opinion. In these circumstances it was not for them to indicate the conclusions at which the Court should, in their opinion, arrive.

The President called on the representatives of the International Organization of Industrial Employers.

M^e LECOCQ made a short statement (Annex 1 ¹).

Professor BOREL then proceeded to make the statement reproduced hereafter (Annex 2 ²).

The PRESIDENT called on M^e Mendels, representing the International Federation of Trades Unions, to speak.

M^e MENDELS made the first part of his speech ³, the remainder of which was adjourned until the next day's hearing.

Next hearing of the Court.

The next hearing of the Court was fixed for Tuesday, June 29th, at 10 a.m.

The Court rose at 6.10 p.m.

(Signed) MAX HUBER,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

¹ See Part II, No. 1, p. 17.

² " " " " 2, " 19.

³ " " " " 3, " 35.

ONZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

DEUXIÈME
SÉANCE PUBLIQUE

tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le mardi 29 juin 1926, à 10 heures,
sous la présidence de M. Huber, Président.¹

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
WEISS, *Vice-Président*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA, } *Juges*,
M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour*.

Le PRÉSIDENT donne la parole à M^e Mendels, représentant de la Fédération syndicale internationale.

M^e MENDELS poursuit et termine son exposé (annexe 1²).

Le PRÉSIDENT donne ensuite la parole à M. Serrarens, représentant de la Confédération internationale des Syndicats chrétiens.

M. SERRARENS présente les remarques reproduites ci-après (annexe 2³).

L'audience, suspendue à 11 h. 35, est reprise à 15 h.

Le PRÉSIDENT donne la parole à M. Albert Thomas, Directeur du Bureau international du Travail.

M. ALBERT THOMAS expose son point de vue (annexe 3⁴).

¹ Douzième séance de la Cour.

² Voir deuxième Partie, n^o 3, p. 39.

³ " " " " 4, " 44.

⁴ " " " " 5, " 53.

ELEVENTH (ORDINARY) SESSION

SECOND PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Tuesday, June 29th, 1926, at 10 a.m.,
the President, M. Huber, presiding.*¹

Present :

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
WEISS, *Vice-President*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

} *Judges,*

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court.*

The PRESIDENT called on M^o Mendels, representing the International Federation of Trades Unions, to continue his statement.

M^o MENDELS continued and concluded his arguments (Annex 1²).

The PRESIDENT then called on M. Serrarens, representing the International Confederation of Christian Trades Unions.

M. SERRARENS made the speech reproduced hereafter (Annex 2³).

The sitting was suspended from 11.35 a.m. till 3 p.m.

The PRESIDENT then invited M. Albert Thomas, Director of the International Labour Office, to address the Court.

M. ALBERT THOMAS made the speech reproduced as Annex 3⁴.

¹ Twelfth meeting of the Court.

² See Part II, No. 3, p. 39.

³ " " " " 4, " 44.

⁴ " " " " 5, " 53.

Le PRÉSIDENT déclare que la Cour, conformément à ses décisions du 15 juin, se prononcera sur le point de savoir si elle entendra ou non les experts tenus à sa disposition par la Fédération syndicale internationale. Au cas où la Cour se prononcerait dans le sens de l'affirmative, l'audience publique consacrée à cette audition aurait lieu le mercredi 30 juin à 10 heures¹. Les représentants des organisations intéressées seront, dans ce cas, prévenus en temps utile².

L'audience est levée à 17 h. 35.

Le Président de la Cour:

(Signé) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour:

(Signé) Å. HAMMARSKJÖLD.

¹ Voir n° 49, p. 287.

² " " 50, " 288.

The PRESIDENT stated that the Court, in accordance with its decisions of June 15th, would now consider whether it desired to hear the experts produced by the International Federation of Trades Unions. Should the Court take a decision in the affirmative, there would be a public sitting on Wednesday, June 30th, at 10 a.m., for the purpose of hearing them ¹. The representatives of the international organizations concerned would be duly informed ².

The Court rose at 5.35 p.m.

(Signed) MAX HUBER,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

¹ See No. 49, p. 287.

² " " 50, " 288.

ONZIÈME SESSION (ORDINAIRE)

TROISIÈME
SÉANCE PUBLIQUE

*tenue au Palais de la Paix, La Haye,
le vendredi 23 juillet 1926, à 15 h. 30,
sous la présidence de M. Huber, Président.*¹

Présents :

MM. HUBER, *Président*,
LODER, *ancien Président*,
WEISS, *Vice-Président*,

Lord FINLAY,

MM. NYHOLM,

MOORE,

DE BUSTAMANTE,

ALTAMIRA,

ODA,

ANZILOTTI,

PESSÔA,

} *Juges,*

M. HAMMARSKJÖLD, *Greffier de la Cour.*

Le PRÉSIDENT, en ouvrant l'audience, prie le Greffier d'indiquer l'affaire à l'ordre du jour de la présente séance.

Le GREFFIER déclare que la Cour va prononcer son avis consultatif sur la question qui lui a été soumise par la Résolution du Conseil en date du 17 mars 1926.

Le PRÉSIDENT donne lecture de l'Avis consultatif n° 13 (voir annexe 1²).

Le GREFFIER donne lecture en français des conclusions de l'avis.

Le PRÉSIDENT prononce la clôture de l'audience.

L'audience est levée à 16 h. 15.

Le Président de la Cour :

(*Signé*) MAX HUBER.

Le Greffier de la Cour :

(*Signé*) Å. HAMMARSKJÖLD.

¹ Vingt-cinquième séance de la Cour.

² Non reproduite dans le présent volume. Voir *Publications de la Cour*, Série B, n° 13. [*Note du Greffier.*]

ELEVENTH (ORDINARY) SESSION

THIRD PUBLIC SITTING

*held at the Peace Palace, The Hague,
on Friday, July 23rd, 1926, at 3.30 p.m.,
the President, M. Huber, presiding.¹*

Present :

MM. HUBER, *President*,
LODER, *Former President*,
WEISS, *Vice-President*,
Lord FINLAY,
MM. NYHOLM,
MOORE,
DE BUSTAMANTE,
ALTAMIRA,
ODA,
ANZILOTTI,
PESSÔA,

} *Judges*,

M. HAMMARSKJÖLD, *Registrar of the Court*.

The PRESIDENT, in opening the hearing, called upon the Registrar to state the question on the agenda of the sitting.

The REGISTRAR said that the Court was about to deliver its advisory opinion on the question submitted to it by the Council's Resolution of March 17th, 1926.

The PRESIDENT read Advisory Opinion No. 13 (see Annex I²).

The REGISTRAR read the French version of the conclusions of the advisory opinion.

The PRESIDENT declared the hearing closed.

The Court rose at 4.15 p.m.

(Signed) MAX HUBER,
President.

(Signed) Å. HAMMARSKJÖLD,
Registrar.

¹ Twenty-fifth meeting of the Court.

² Not reproduced in this volume. See *Publications of the Court*, Series B., No. 13. [Note by the Registrar.]